

Appel à auteurs Des engagements : le social au risque du politique

N° 88, parution, décembre 2024.

Dépôt des manuscrits jusqu'au 1^{er} juin 2024 (par mail : gnoel.pasquet@faire-ess.fr) en mentionnant vos coordonnées (téléphonique et postale).

En septembre 2009, le numéro 30 de la revue le *Sociographe* titrait : « Le travail social est-il de gauche ? ». Il traitait notamment la question de la fonction politique du travail social censé venir nourrir le débat démocratique. Quinze ans plus tard, où en sommes-nous ?

Le travail social est politique. Il façonne et est façonné par les politiques publiques. Il incarne une fonction sociale en œuvrant à la construction de ce qui fait société, en contribuant à la transformation sociale, le développement social, la cohésion de la société (définition du Haut Conseil en Travail social, 3 février 2017). Pour autant, il œuvre aussi potentiellement pour le contrôle social comme le notait Michel Foucault dans le célèbre numéro de la revue *Esprit* d'avril mai 1972 (Numéro spécial 4-5, *Pourquoi le travail social?*). Tour à tour considéré comme émancipateur, indiscipliné, individualisant ou réactionnaire, le travail social peut être également collaboratif, partenarial, diffus, institutionnalisé, etc. Et chacune de ces formes du travail social véhicule des postures, des institutions et des valeurs politiques. Cependant, on peut se demander comment est pensée cette valence politique du travail social par tous les acteurs qui font le travail social, qu'ils soient travailleurs sociaux, personnes accompagnées, formateurs ou citoyens.

À l'heure des politiques publiques libérales et sécuritaires, des 49.3, du *New public management*, de l'injonction à la participation, à l'horizontalité et au pouvoir d'agir, les institutions, comme les travailleurs sociaux, sont en prise avec des (r)évolutions politiques qui les engagent. À titre d'exemple, que faire lorsqu'on accompagne un bénéficiaire du Revenu de solidarité active (RSA) à qui l'État demande des heures d'activité obligatoires ? N'y a-t-il pas des enjeux politiques et éthiques qui sous-tendent cet « accompagnement » ? Les travailleurs sociaux sont-ils, dans ce contexte, de simples prescripteurs de la politique ? Quelles sont leurs marges de manœuvre ? S'organisent-ils collectivement ? Réagissent-ils individuellement ? Se contentent-ils d'appliquer ?

Des initiatives politiques traversent le champ du travail social : un collectif d'associations dépose un recours contre une mesure de dématérialisation impactant les demandeurs d'asile ; une tribune dénonce l'uniformisation des métiers du travail social ; une journée nationale pour la reconnaissance des métiers est organisée. Ces actions, tantôt encourageantes, tantôt dérangeantes ou inconvenantes selon le camp dans lequel on se situe, nous invitent toutefois à nous demander si les luttes sectorielles sont les seules en mesure de rassembler les travailleurs sociaux. En effet, le silence et la faible agitation politique des écoles en travail social pendant le mouvement social contre la réforme des retraites en 2023 nous ont invités à nous questionner sur la place qu'occupe la question politique dans la formation des travailleurs sociaux. Se parle-t-elle dans les amphis ? Est-elle réservée aux temps informels avec parfois l'étayage d'un formateur ou d'un intervenant politiquement engagé ? S'inscrit-elle dans les référentiels et dans les contenus de formation ? Quelle est, plus largement, la place du débat politique dans les écrits des étudiants, quand on sait qu'une forme de censure, ou d'autocensure, les invite à choisir un objet politiquement correct ou « neutre » pour son mémoire ?

Et les premiers de corvées ? Où en sont les travailleurs sociaux ? Comment s'accordent-ils avec la question politique ? Pensent-ils et agissent-ils cette question ? En ont-ils encore la volonté, la force et les moyens ? Les personnes accompagnées ont-elles accès à la tribune, et comment ? Si le travail social tend au renforcement de la conscience individuelle, sociale et politique des individus, comment les acteurs de terrain le déclinent-ils ? Y a-t-il tabou, déni, évitement, résistance ? Comment le travail social et les travailleurs sociaux se protègent-ils des risques d'instrumentalisation dans la participation au système de domination ? Ont-ils encore les moyens et la volonté d'effectuer un travail politique, c'est-à-dire de transmettre des dispositions à la politique ? Les engagements se situeraient-ils finalement à la marge du travail social ?

En fin de compte, cet appel à auteurs invite à réfléchir à la façon dont le travail social et les acteurs du social se situent aujourd'hui face à la question politique. Sans interdire le recours à des références théoriques (mais aussi poétiques et politiques), nous invitons les auteurs et les autrices à écrire à partir de leurs expériences et de leurs engagements et désengagements politiques. Peut-on œuvrer pour l'autonomie et l'émancipation des plus vulnérables sans un engagement politique actif ? Enfin, et au risque de réveiller des mots que l'on avait sans doute un peu tôt condamnés, nous nous demandons : le travail social peut-il exister sans la lutte ?

Manuscrit sous fichier Word entre 5000 et 30 000 signes maximum. Les autres recommandations sont sur le site du *Sociographe*.

Tout manuscrit est signé par un ou des auteurs physiques (pas de personnes morales). En cas de co-auteurs, nécessité d'avoir un seul contact pour la rédaction (ils seront présentés dans la publication par ordre alphabétique sauf contre-indication).

Les manuscrits et autres documents remis le sont à titre gracieux ; la publication est soumise à un contrat d'édition.

Tout fichier proposé suppose l'autorisation par l'auteur d'une mise en ligne possible sur Internet.

Contacts : Dossier coordonné par **Pascaline Delhaye**, formatrice à l'IRTS Hauts de France (pdelhaye@irtshdf.fr), **Léo Lebrun**, formateur à l'IRTS PACA et Corse (leo-lebrun@irts-pacacorse.com) et **Alexia Duytschaever**, chargée d'études à l'IRTS Hauts de France (adyuytschaever@irtshdf.fr).